

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**

**BÂTIMENT**  
**ET TRAVAUX PUBLICS**

---

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 25 JUIN 2008  
RELATIF AUX CONDITIONS DE CESSATION D'ACTIVITÉ  
NOR : ASET0851290M

PRÉAMBULE

L'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999, complété par le décret n° 99-247 et 2 arrêtés du 29 mars 1999 ainsi que par l'article 36 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000, a institué un dispositif de préretraite pour les salariés ayant contracté une maladie professionnelle liée à l'amiante ou ayant eu une activité les mettant en contact avec elle.

Afin d'améliorer les conditions de départ des salariés cessant leur activité dans le cadre de ce dispositif, les parties signataires décident les dispositions suivantes qui font suite aux accords du 4 juillet 2000, du 20 juin 2002, du 30 juin 2004 et du 29 juin 2006.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de départ des ouvriers*

L'ouvrier qui, après avoir obtenu de la caisse régionale d'assurance maladie une notification de prise en charge au titre des dispositions visées ci-dessus, donne sa démission peut bénéficier au moment de sa cessation d'activité, par dérogation au régime fixé par le protocole d'accord paritaire du 19 juin 1995 (relatif à l'indemnité de départ en retraite des ouvriers du BTP), du versement de l'indemnité de départ en retraite prévue par le régime de prévoyance des ouvriers de BTP-Prévoyance, calculée sur la base de l'ancienneté acquise au moment de la rupture du contrat de travail.

Le montant de cette indemnité est soit celui qui résulte du 21.2 de l'article 21 « Indemnité de départ à la retraite » du règlement de prévoyance des ouvriers du BTP soit, s'il est supérieur, celui de l'indemnité de départ en retraite prévue au 6 de l'article 1<sup>er</sup> de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 (annexé à l'art. 1<sup>er</sup> de la loi 78-49 du 19 janvier 1978).

**Article 2**

*Frais médicaux*

Les salariés bénéficiaires du dispositif peuvent adhérer, à titre dérogatoire, aux régimes individuels de frais médicaux proposés aux retraités par BTP-Prévoyance.

**Article 3**

*Garantie en cas de décès*

En cas de décès de l'ancien salarié pendant la période de cessation d'activité, il est assuré à son conjoint, jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge lui permettant de bénéficier de la pension de réversion, le cas échéant :

- pour les ouvriers : un capital décès, une rente au conjoint survivant et une rente éducation. Le montant de ces prestations est celui qui est

prévu aux articles 16, 17 et 18 du règlement du régime de prévoyance obligatoire des ouvriers du BTP ;

- pour les ETAM : un capital décès et une rente d'éducation dans les conditions prévues aux articles 13 et 14 du règlement de prévoyance obligatoire des ETAM du BTP ;
- pour les cadres : un capital décès et une rente d'éducation dans les conditions prévues par le régime de prévoyance de base proposé par BTP-Prévoyance.

A titre dérogatoire, les garanties décès prévues au présent article sont accordées aux intéressées sans contrepartie de cotisations. Le conseil d'administration de BTP-Prévoyance décide des modalités de compensation des cotisations correspondantes.

## **Article 4**

### *Dispositions finales*

Le présent accord est applicable aux salariés bénéficiaires des dispositions légales mentionnées au préambule, affiliés, lors de leur cessation d'activité, à BTP-Prévoyance, et dont cette cessation d'activité intervient entre le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et le 30 juin 2010.

Les parties signataires conviennent d'examiner, avant cette dernière date, l'opportunité de reconduire, à l'identique ou avec des modifications, le présent accord qui, à défaut d'être reconduit, cessera de plein droit de produire ses effets à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Paris, le 25 juin 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

Fédération française du bâtiment (FFB) ;

Fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

Fédération nationale des travaux publics (FNTP) ;

Fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP).

### **Syndicats de salariés :**

Fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries, du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC ;

Fédération nationale des salariés de la construction CGT ;  
Fédération générale du bâtiment et des travaux publics et des activités  
connexes CGT-FO.